

dont nous sommes saisis. Il s'agit pour nous de déterminer si les actes que le gouvernement du Canada a posés pour appuyer l'action des Nations Unies méritent notre approbation, si le Canada doit faire honneur à ses engagements de membre fidèle envers les Nations Unies. Voilà la question, dans toute sa simplicité. Nous devons, avec les autres membres, appuyer les Nations Unies, faute de quoi l'organisme tombera, et avec lui périra l'unique chance qui s'offre de maintenir la paix. A mes yeux, le point est important, car si nous couvrons d'excuses le ou les pays qui, violant leurs engagements, se lancent d'eux-mêmes dans des hostilités et établissent le principe on ne peut plus vicieux de la guerre préventive, c'en est fait des Nations Unies. Car il s'agit bien d'une guerre, bien que, pour des raisons qui sont loin d'arracher ma conviction, on l'appelle une action de police. Les Nations Unies ne sauraient se permettre de passe-droit. Si les grandes puissances peuvent répudier les principes vitaux qu'en leur qualité de membres, et de membres dirigeants dans l'organisation des Nations Unies, elles se sont engagées à respecter, il faut s'attendre à ce que n'importe laquelle des 79 nations, poussée par des griefs réels ou imaginaires, se lance à l'attaque de tout autre pays, et les fins que se sont tracées les Nations Unies avorteront. C'en sera alors fait des Nations Unies, comme c'en a été fait de la Société des Nations quand elle a refusé d'intervenir lorsque Mussolini a attaqué l'Éthiopie.

Ce serait un crime à mes yeux si le Canada devait prêter son concours à la destruction du seul organisme qui a quelque chance du moins de prévenir une guerre mondiale. Je m'élève de toutes mes forces contre la prédiction défaitiste autant que déprimante de mon ami d'en face (l'hon. M. Haig), lorsqu'il affirme que la Russie et les États-Unis doivent, comme il a dit, mettre cartes sur table ou entrer en guerre, et que l'une ou l'autre de ces nations doit régir le monde. C'est une perspective que je n'aime pas.

**L'hon. M. Haig:** Mon collègue permet-il une question?

**L'hon. M. Euler:** Certainement.

**L'hon. M. Haig:** Quelles mesures les Nations Unies ont-elles prises dans le cas de l'attaque de la Russie contre la Hongrie?

**L'hon. M. Euler:** Je n'ai pas parlé de cela.

**L'hon. M. Haig:** Les deux pays sont membres des Nations Unies.

**L'hon. M. Euler:** C'est vrai. Je ne dis pas que les Nations Unies sont parfaites; mais je soutiens que c'est le seul organisme qui puisse nous fournir quelque espoir de voir la paix maintenue dans le monde. Voilà qui,

en soi, suffit amplement à vouloir maintenir les Nations Unies.

**L'hon. M. Macdonald:** Très bien!

**L'hon. M. Euler:** Aucun sénateur n'est certes assez pessimiste pour penser que la guerre est inévitable entre la Russie et les États-Unis et qu'après cela l'un ou l'autre pays sera maître du monde.

Je dirai, à propos des attaques contre les petites nations, que l'époque de ce qu'on a appelé la diplomatie de la canonnière est révolue. Les grandes puissances doivent comprendre que les menaces contre les petites nations sont désormais inutiles, pourvu que les Nations Unies obéissent aux principes sur lesquels elles sont établies.

Le chef de l'opposition a parlé de M. Chamberlain, qui, alors qu'il était premier ministre du Royaume-Uni, est allé à Munich conclure une entente avec Hitler. Mon collègue n'a guère été tendre pour M. Chamberlain. Il a même dit: "Ne soyez pas un Chamberlain!" Mais je lui rappelle que, lorsque M. Chamberlain est revenu de Munich à Londres, la population de la Grande-Bretagne et du Canada, je dirai même tout le monde, s'est réjouie de ce qu'il avait fait. Comme dit mon collègue, l'expérience a été infructueuse. C'est malheureux, mais ce n'est pas malaisé d'être sage après coup. A ce moment-là, toutefois, tous croyaient que M. Chamberlain avait heureusement réussi à assurer "la paix à notre époque".

Je dirai en passant que M. Eden était alors secrétaire aux Affaires étrangères dans le cabinet Chamberlain.

**L'hon. M. Haig:** Et il a démissionné.

**L'hon. M. Euler:** Oui, il a remis sa démission pour protester contre ce qu'il a appelé l'amadouement d'Hitler. Eh bien M. Eden, maintenant sir Anthony, vient de tenter une autre expérience: de concert avec la France et Israël, la Grande-Bretagne a envahi l'Égypte. Je suis persuadé que si l'on n'avait pas entrepris de faire quelque chose pour modifier les résultats de cette intervention, cette expérience se serait probablement révélée plus désastreuse que les négociations de M. Chamberlain avec Hitler.

Quel est le bilan de cette aventure contre l'Égypte? Elle a provoqué ce que justement les assaillants ont déclaré publiquement qu'ils voulaient prévenir. Parmi leurs prétextes, ils voulaient, paraît-il, préserver le canal de Suez. Mais ils ne l'ont pas préservé: il est maintenant hors d'usage pour six mois et peut-être plus. Les pipe-lines qui traversent la Syrie ont été partiellement détruits. Non seulement la Grande-Bretagne et la France sont privées du pétrole dont elles ont besoin, mais encore toutes les nations de l'Europe